

RCS : MACON
Code greffe : 7106

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de MACON atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2003 B 00174
Numéro SIREN : 449 095 694
Nom ou dénomination : VINTAGE

Ce dépôt a été enregistré le 19/12/2019 sous le numéro de dépôt A2019/003066

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **MACON**



285981

Dénomination : VINTAGE
Adresse : 13 Route de Leynes 71570 Chanes -FRANCE-
n° de gestion : 2003B00174
n° d'identification : 449 095 694
n° de dépôt : A2019/003066
Date du dépôt : 19/12/2019

Pièce : Décision(s) de l'associé unique du 04/11/2019



285981

Dépôt au Greffe le :

19 DEC. 2019

**TRIBUNAL de COMMERCE
de MÂCON**

VINTAGE

Société à responsabilité limitée unipersonnelle
au capital de 5 000 000 euros
Siège social : 13 Route de Leynes
71570 CHANES
449 095 694 RCS MACON

**CONSTATATION DE LA REALISATION DE LA REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL DECIDEE
PAR L'ASSOCIE UNIQUE LE 4 NOVEMBRE 2019**

Le 6 décembre 2019, à 13 heures 30, au siège social,

Monsieur Charles ROUX, propriétaire de la totalité des 500 000 parts sociales de 10 euros chacune composant le capital social de la Société VINTAGE,

Associé unique et Gérant de ladite Société,

Les Sociétés ABG AUDIT et NOVANCES – DECHANT ET ASSOCIES, Co-Commissaires aux comptes, régulièrement convoquées, n'assistent pas à la réunion.

A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES RELATIVES A :

- réalisation définitive de la réduction de capital par rachat et annulation,
- modification et refonte des statuts,
- pouvoirs pour les formalités.

PREMIERE DECISION : CONSTATATION DE LA REALISATION DEFINITIVE DE LA REDUCTION DE CAPITAL PAR RACHAT ET ANNULATION

L'associé unique expose ce qui suit :

Par décisions en date du 4 novembre 2019, l'associé unique a décidé de procéder à une réduction de capital social non motivée par des pertes, pour un montant de 954 200 €, pour le ramener de 5 000 000 € à 4 045 800 € par voie de rachat par la société de 95 420 parts sociales appartenant à Monsieur Charles ROUX d'une valeur nominale de 10 € chacune, au prix de 52,40 € chacune (la différence entre le prix de rachat et la valeur nominale, soit la somme de 4 045 808 €, étant imputée sur les réserves, telles que figurant au bilan de la société, arrêté à la date du 30 juin 2019 après affectation du résultat de l'exercice clos le 30 juin 2019).

La réduction de capital n'étant pas motivée par des pertes, les créanciers sociaux ont disposé, dans les conditions prévues par la loi, d'un droit d'opposition.

Conformément aux dispositions de l'article L. 223-34 du Code de Commerce, un exemplaire du procès-verbal des décisions de l'associé unique du 4 novembre 2019 a été déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de MACON, selon certificat de dépôt daté du 5 novembre 2019, date faisant courir le délai d'opposition des créanciers.

Aucune opposition n'a été faite dans le délai légal fixé par l'article R. 223-35 ainsi qu'en atteste le certificat de non-opposition délivré par le Greffe du Tribunal de Commerce de MACON le 6 décembre 2019, rendant possible la réalisation définitive de la réduction de capital.

L'associé unique décide du rachat par la Société de 95 420 parts sociales au prix de 52,40 € par part sociale. Monsieur Charles ROUX, cédant, déclare que les 95 420 parts sociales cédées sont libres de tous gages ou nantissement et que rien ne s'oppose à leur cession.

CESSION DE PARTS

- Par les présentes, Monsieur Charles ROUX, vendeur, cède sous les garanties ordinaires et de droit en pareille matière, à la Société, acquéreur, qui accepte, 95 420 parts sociales de la Société, numérotées 404 581 à 500 000.
- Les parts sociales cédées ne sont représentées par aucun titre.

L'origine de propriété

Monsieur Charles ROUX est titulaire des parts cédées pour les avoir reçues en rémunération de son apport en numéraire effectué lors de la constitution de la société en juin 2003 et lors d'augmentations de capital social en janvier 2009 et mai 2010.

La liberté de disposition

Sous réserve des dispositions de la loi et des statuts, concernant l'agrément, les parts cédées ne font l'objet d'aucun engagement ou procédure venant interdire, affecter ou restreindre leur libre disposition ; les parts sont libres de tout nantissement, gage ou autre sûreté, droit ou réclamation de tiers.

Propriété et jouissance des parts

La Société est propriétaire des parts cédées à compter de ce jour avec tous les droits et avantages qui y sont attachés. Elle aura seule droit aux produits desdites qui seront mis en distribution postérieurement à ce jour.

A cet effet, le vendeur met et subroge l'acquéreur, dans tous ses droits et actions résultant de la possession des parts cédées.

Prix

La cession de parts est consentie et acceptée moyennant le prix unitaire de 52,40 € soit un prix global de 5 000 008 €.

Signification

Conformément aux dispositions de l'article L.221-14 du code de commerce, les présentes seront signifiées à la société par le dépôt d'un original des présentes au siège social de la société, et une attestation de ce dépôt sera remise par le gérant.

Compte tenu du rachat par la Société de ses propres titres, tous les droits attachés auxdites parts sont supprimés à compter de ce jour.

Les 95 420 parts sociales, objet du rachat par la Société, numérotées 404 581 à 500 000, sont annulées et les sommes dues à l'associé au titre de cette réduction de capital lui seront versées au siège social à compter de ce jour sans que le rachat donne lieu à un acte distinct du présent acte qui constate la réalisation définitive de la réduction de capital.

L'associé unique constate en conséquence que le capital social est réduit d'une somme de 954 200 € par rachat et annulation de 95 420 parts sociales de 10 € de nominal appartenant à Monsieur Charles ROUX, au prix unitaire de 52,40 euros.

Le capital initial qui était fixé à 5 000 000 € est désormais ramené à 4 045 800 € divisé en 404 580 parts de 10 € chacune.

DEUXIEME DECISION : MISE A JOUR ET REFONTE DES STATUTS

En conséquence de la décision qui précède, l'associé unique décide de procéder à la modification des articles 6 et 7 des statuts de la manière suivante et plus généralement de procéder à une refonte complète des statuts :

ARTICLE 6 – FORMATION DU CAPITAL

1°/ - Lors de la constitution de la société le 24 juin 2003, il a été apporté une somme en numéraire de7.500 €

2°/ - Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 16 janvier 2009, le capital social a été augmenté d'une somme en numéraire de 30.000 € par création de 3.000 parts sociales nouvelles de 10 € chacune.

3°/ - Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 21 mai 2010, le capital social a été augmenté d'une somme en numéraire de 30.000 € par création de 3.000 parts sociales nouvelles de 10 € chacune.

4°/ - Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 30 juin 2014, le capital social a été augmenté d'une somme de 1.500.000 € par incorporation de réserves et création de 150.000 parts sociales nouvelles de 10 € chacune.

5°/ - Aux termes de décisions de l'associé unique en date du 31 mai 2017, le capital a été augmenté d'une somme de3.432.500 € par incorporation de réserves et création de 343 250 parts sociales nouvelles de 10 € chacune.

6°/ - Aux termes de décisions de l'associé unique en date du 6 décembre 2019, et constatation de la levée de la condition suspensive de non-opposition des créanciers, le capital a été réduit d'une somme de954.200 € par rachat et annulation de 95 420 parts sociales de 10 € chacune

TOTAL égal au montant du capital social

4 045 800 €

ARTICLE 7 - CAPITAL – PARTS SOCIALES

Le capital social est fixé à la somme de 4 045 800 euros.

Il est divisé en 404 580 parts sociales de 10 euros chacune, numérotées de 1 à 404 580, entièrement souscrites et intégralement libérées et toutes attribuées à l'associé unique, M. Charles ROUX.

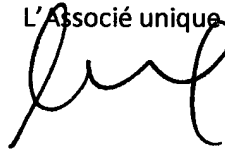
TROISIEME DECISION : POUVOIRS POUR LES FORMALITES

L'associé unique donne tous pouvoirs à la gérance à l'effet d'accomplir les formalités requises par la loi et les règlements en conséquence de l'adoption des décisions qui précèdent.

CLOTURE

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé par l'Associé unique et répertorié sur le registre des décisions de l'Associé unique.

L'Associé unique



Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT
M A C O N
Le 09/12/2019 Dossier 2019 00036930, référence : /104P01 2019 A 03/99
Enregistrement : 0 € Pénalités : 0 €
Total liquidé : Zero Euro
Montant reçu : Zero Euro
Le Contrôleur des finances publiques



Régine RATTON
Contrôleur des finances publiques

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **MACON**



285982

Dénomination : VINTAGE
Adresse : 13 Route de Leynes 71570 Chanes -FRANCE-
n° de gestion : 2003B00174
n° d'identification : 449 095 694
n° de dépôt : A2019/003066
Date du dépôt : 19/12/2019

Pièce : Statuts mis à jour



285982

Dépôt au Greffe le :

19 DEC. 2019

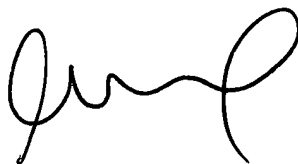
**TRIBUNAL de COMMERCE
de MÂCON**

VINTAGE

**SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE
au capital de 4 045 800 Euros**

**Siège social : 13 Route de Leynes
71570 CHANES**

449 095 694 RCS MACON

A handwritten signature in black ink, appearing to be a stylized 'J' followed by a cursive flourish.

STATUTS

ARTICLE 1er - FORME

La société a été constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée par acte sous seing privé en date à LA CHAPELLE DE GUINCHAY du 23 juin 2003 enregistré à MACON RD le 24 juin 2003, bord 2003/448 case 3.

Elle a un caractère unipersonnel qu'elle peut perdre sans modification de forme.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La société est dénommée :

VINTAGE

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet :

- l'animation, la définition de la politique et de la stratégie, le contrôle de l'exécution des Sociétés détenues et/ou contrôlées par la Société,
- la prise de tous intérêts et participations par tous moyens, apports, souscriptions, achats d'actions, d'obligations et de tous droits sociaux dans toutes sociétés, affaires ou entreprises,
- la gestion et l'administration de tout ou partie desdites sociétés, affaires ou entreprises,
- la création de tous groupements, organismes, sociétés,
- toutes prestations de services se rapportant à la gestion et à l'administration d'entreprises,
- et généralement toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

ARTICLE 4 - SIEGE

Le siège de la société est fixé : 13 Route de Leynes – 71570 CHANES.

Il peut être déplacé dans le même département ou dans un département limitrophe par décision de la gérance suivant les modalités fixées par les dispositions légales.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés sauf prorogation ou dissolution anticipée, soit jusqu'au 2 juillet 2102.

ARTICLE 6 – FORMATION DU CAPITAL

1°/ - Lors de la constitution de la société le 24 juin 2003, il a été apporté une somme en numéraire de7.500 €

2°/ - Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 16 janvier 2009, le capital social a été augmenté d'une somme en numéraire de 30.000 € par création de 3.000 parts sociales nouvelles de 10 € chacune.

3°/ - Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 21 mai 2010, le capital social a été augmenté d'une somme en numéraire de 30.000 € par création de 3.000 parts sociales nouvelles de 10 € chacune.

4°/ - Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 30 juin 2014, le capital social a été augmenté d'une somme de 1.500.000 € par incorporation de réserves et création de 150.000 parts sociales nouvelles de 10 € chacune.

5°/ - Aux termes de décisions de l'associé unique en date du 31 mai 2017, le capital a été augmenté d'une somme de3.432.500 € par incorporation de réserves et création de 343 250 parts sociales nouvelles de 10 € chacune.

6°/ - Aux termes de décisions de l'associé unique en date du 6 décembre 2019 , et constatation de la levée de la condition suspensive de non-opposition des créanciers, le capital a été réduit d'une somme de954.200 € par rachat et annulation de 95 420 parts sociales de 10 € chacune

TOTAL égal au montant du capital social	<u>4 045 800 €</u>
---	--------------------

ARTICLE 7 - CAPITAL – PARTS SOCIALES

Le capital social est fixé à la somme de 4 045 800 euros.

Il est divisé en 404 580 parts sociales de 10 euros chacune, numérotées de 1 à 404 580, entièrement souscrites et intégralement libérées et toutes attribuées à l'associé unique, M. Charles ROUX.

ARTICLE 8 - DROITS DES PARTS SOCIALES

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices et l'actif social. En cas de votes, chaque part donne droit à une voix.

En cas de démembrement de la propriété d'une part sociale, le droit de vote est attribué comme suit :

Lorsque les titres démembres ont été placés sous le régime des dispositions de l'article 787 B du Code Général des Impôts, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices et au nu-propriétaire pour toutes les autres décisions.

ARTICLE 9 - TRANSMISSION DE PARTS

La cession des parts s'opère par un acte authentique ou sous seing privé. Elle est rendue opposable à la société et aux tiers dans les formes prévues par les dispositions légales.

En cas de décès de l'associé unique, ses parts se transmettent à ses héritiers et ayants droit.

En cas de dissolution de la communauté de biens par le décès du conjoint de l'associé unique, les parts ne se transmettent aux héritiers et ayants droit du défunt que s'ils sont agréés par l'associé. En cas de dissolution intervenant du vivant des époux, la liquidation de communauté ne peut attribuer au conjoint de l'associé unique des parts sociales que s'il est agréé par cet associé. Cet agrément est également requis pour permettre au conjoint commun en biens de l'associé de devenir personnellement associé par revendication de cette qualité faite postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectué par son conjoint.

Si les parts deviennent en totalité la propriété d'une personne morale, elles sont transmises aux ayants droit de celle-ci lors de sa disparition.

ARTICLE 10 - DECES OU INCAPACITE DE L'ASSOCIE

Le décès, l'incapacité, la liquidation judiciaire, la faillite personnelle ou toute autre mesure d'interdiction de l'associé n'entraîne pas la dissolution de la société.

ARTICLE 11 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET L'ASSOCIE OU UN GERANT

Les conventions conclues entre la société et l'associé unique doivent être mentionnées dans le registre des délibérations, celles conclues avec un gérant non associé, s'il n'existe pas de commissaire aux comptes, sont soumises à la procédure d'approbation préalable prévue par la loi.

Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément associé ou gérant non associé de la société.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Il est interdit aux gérants, à l'associé personne physique ou, le cas échéant, aux représentants légaux de la personne morale associée de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique également à leur conjoint, ascendants ou descendants ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 12 - GERANCE

La société est gérée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, désignés par l'associé unique, pour une durée limitée ou non. L'associé unique, personne physique, peut exercer lui-même les fonctions de gérant.

Les gérants sont révocables par l'associé unique. Si la révocation est décidée sans justes motifs, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

Tout gérant non associé peut résigner ses fonctions en prévenant l'associé unique trois mois au moins à l'avance.

L'associé unique fixe, s'il y a lieu, la rémunération de chaque gérant.

Dans les rapports avec les tiers, chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans les rapports avec l'associé, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément -sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue- pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société. Toutefois, les emprunts, à l'exception des découverts en banque et des prêts ou dépôts consentis par l'associé, les achats, échanges et ventes d'établissements commerciaux ou d'immeubles, les hypothèques et nantissements, la fondation de sociétés et tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, ainsi que toute prise de participation dans ces sociétés, ne peuvent être réalisés ou consentis qu'avec l'autorisation de l'associé.

Le ou les gérants sont tenus de consacrer le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales.

Ils peuvent, d'un commun accord, déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs directeurs et constituer des mandataires spéciaux et temporaires.

ARTICLE 13 - DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE - DROIT DE COMMUNICATION

L'associé unique exerce les pouvoirs que les dispositions relatives aux sociétés à responsabilité limitée réservent à la collectivité des associés.

Il peut décider la modification des statuts dans toutes leurs dispositions, à l'exception de la transformation de la société si la nouvelle forme requiert l'existence de plusieurs associés.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, l'associé unique, connaissance prise du rapport de gestion et, le cas échéant, des rapports du commissaire aux comptes, statue sur les comptes et l'affectation des résultats. S'il exerce lui-même la gérance, il est dispensé d'établir le rapport de gestion dans les conditions prévues par le code de commerce. Il peut en outre se contenter de déposer au greffe les documents prévus par la loi, ce dépôt valant alors approbation des comptes.

S'il n'exerce pas lui-même la gérance, l'associé unique a, sur les documents sociaux prévus par la loi, un droit de communication qui lui assure l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la société et à l'exercice de ses droits.

Il ne peut déléguer les pouvoirs qu'il détient en sa qualité d'associé. Les décisions qu'il prend sont répertoriées dans un registre.

Si l'associé unique exerce lui-même la gérance, le rapport de gestion s'il est établi est tenu à la disposition de toute personne qui en fait la demande.

ARTICLE 14 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} juillet et finit le 30 juin.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire de l'actif et du passif et établit les comptes annuels.

ARTICLE 15 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et de la dotation à la réserve légale et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est à la disposition de l'associé unique qui peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou l'appréhender à titre de dividende.

En outre, l'associé unique peut décider de s'attribuer des sommes prélevées sur les réserves dont il a la disposition. En ce cas, il est indiqué les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

ARTICLE 16 - CONTROLE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle des comptes est exercé, le cas échéant, par un ou plusieurs commissaires aux comptes nommés par l'associé unique.

ARTICLE 17 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'expiration de la société, sauf décision de prorogation, la société est dissoute.

La dissolution de la société peut aussi résulter d'une décision de l'associé unique.

A l'expiration de la durée de la société ou en cas de dissolution anticipée, la société est en liquidation, sauf dans les cas prévus par la loi, notamment lorsque l'associé unique est une personne morale.

ARTICLE 18 - CONTESTATIONS

Les contestations entre l'associé, le gérant, le liquidateur, au sujet des affaires sociales, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 19 - REFERENCE AUX DISPOSITIONS PROPRES AUX SARL

Pour le surplus, il est fait référence, en tant qu'elle s'applique à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée, aux dispositions légales et réglementaires propres aux sociétés à responsabilité limitée.

ARTICLE 20 - PERTE DU CARACTERE UNIPERSONNEL DE LA SOCIETE

L'existence de plusieurs associés entraîne la disparition du caractère unipersonnel de la société. Telle est la conséquence notamment de la survenance d'une indivision en propriété sur les parts sociales.

La société se trouvera alors régie par les dispositions propres aux sociétés à responsabilité limitée dont le capital est la propriété de plusieurs associés. Les dispositions ci-dessus pour autant qu'elles ne sont pas spécifiques à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée ni contraires aux articles 21 à 26 ci-après seront également applicables à la société sans préjudice de la faculté laissée alors aux associés de modifier les statuts.

ARTICLE 21 - DECISIONS COLLECTIVES

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui obligent tous les associés.

Ces décisions sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles entraînent modification des statuts, agrément en qualité d'associé ou autorisation de transmission de parts, et d'ordinaires dans tous les autres cas. Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés. Elles peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. Toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice et pour procéder au remplacement du gérant en cas de décès du gérant.

Les assemblées sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par les dispositions en vigueur. Pour justifier de leur présence, une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée en tient lieu lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes applicables à ce mode de consultation.

ARTICLE 22 - MAJORITES

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont convoqués ou consultés une deuxième fois et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis.

Les décisions extraordinaires doivent être adoptées :

- à l'unanimité des associés pour changer la nationalité de la société, obliger un des associés à augmenter son engagement ou transformer la société en société en nom collectif, en

société en commandite simple ou par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile,

- à la majorité prévue à l'article 25 pour les décisions d'agrément,
- à la majorité ordinaire pour augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves. Cette règle de majorité est également applicable à la transformation en société anonyme dans le cas où les capitaux propres excèdent le chiffre fixé par les dispositions légales prévoyant cette opération,

- toutes autres modifications des statuts sont décidées par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

ARTICLE 23 - MODIFICATIONS DU CAPITAL

Les augmentations de capital par attribution de parts gratuites, l'échange de parts consécutif à une opération de fusion ou de scission, de regroupement ou de division, les réductions de capital par réduction du nombre de parts peuvent toujours être réalisés malgré l'existence de rompus.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation de capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales doit être agréée dans les conditions fixées à l'article 25.

ARTICLE 24 - PARTS SOCIALES

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre, chaque indivisaire compte comme associé s'il n'est pas soumis à agrément. Pour les parts dont la propriété est démembrée, le droit de vote appartient au nu-propriétaire sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices où il est réservé à l'usufruitier.

ARTICLE 25 - TRANSMISSION DES PARTS - AGREMENT

Les parts se transmettent librement à titre gratuit ou onéreux entre associés, entre ascendants et descendants et entre conjoints. Elles ne peuvent être transmises à d'autres personnes qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales. Les dispositions légales et réglementaires relatives à la procédure, aux conditions d'agrément et aux conséquences de son refus sont applicables.

En cas de décès d'un associé, ses parts sont librement transmises à ses héritiers ou ayants droit. Elles sont aussi librement transmises en cas de liquidation de communauté de biens entre époux, que cette liquidation intervienne du vivant des époux ou au décès de l'un d'eux.

La qualité d'associé est librement reconnue au conjoint commun en biens de l'associé qui, durant la communauté, notifie son intention d'être personnellement associé postérieurement à l'apport ou à l'acquisition des parts effectué par son conjoint.

Les parts sont également librement transmises en cas de fusion ou de scission d'une personne morale associée ainsi qu'en cas de dissolution de la société associée après réunion de toutes les parts en une seule main. Toutes autres transmissions ayant leur origine dans la disparition de la

personnalité morale d'un associé sont soumises à agrément, à moins qu'elles n'en soient dispensées parce que bénéficiant à des personnes déjà associées.

ARTICLE 26 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES ASSOCIES OU GERANTS

Les conventions passées entre la société et ses associés ou gérants sont soumises au contrôle des associés dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions en vigueur.

ARTICLE 27 - REUNION DE TOUTES LES PARTS DANS UNE MEME MAIN

La société retrouvera son caractère unipersonnel dès la réunion de toutes les parts sociales dans une même main. Elle adoptera à nouveau le fonctionnement d'une entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée selon les dispositions précisées aux articles 9 à 20.

STATUTS MIS A JOUR A LA DATE DU 6 DECEMBRE 2019

**Pour copie certifiée conforme,
La Gérance**